PERSPECTIVES

Le climat dans l'actualité internationale : interview avec Doris Leuthard

Page 4

Les paysans nourrisent le monde, pas les multinationales

Page 7

ACTION DE CARÊME

Chers lecteurs, chères lectrices !

Nous avons le plaisir de vous présenter en primeur notre nouveau magazine « Perspectives » pour faire suite au magazine « INFO ». Le choix de ce titre ne doit rien au hasard : les perspectives jouent un rôle primordial dans la mission d'*Action de Carême*. Nos projets ont pour but d'offrir de nouvelles perspectives de vie à leurs bénéficiaires. Nos campagnes visent à nous faire prendre conscience du grand nombre de perspectives qui s'ouvrent à nous et à donner toute la mesure de leur diversité. Il nous tient à cœur de contester la pensée dominante là où cela s'avère nécessaire. *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* unissent leurs efforts depuis plus de 40 ans. Nous sensibilisons la population suisse aux rapports entre notre mode de vie et la situation au Sud. Nous soutenons des projets de développement et nous invitons le public à réfléchir et à agir ensemble pour aborder les grandes questions de notre époque, comme le réchauffement du climat.
Principal enjeu de notre siècle, la crise climatique nous montre comme aucune autre ne l'avait fait avant elle que l'heure est à l'action et aux changements de perspectives. C'est à cette réflexion que vous invite le premier numéro de notre magazine.

Patrick Renz, directeur d'*Action de Carême*

CONTENU

CAMPAGNE ŒCUMÉNIQUE
Moins pour nous, assez pour tous
Page 5

VARIÉTÉ AU BRESIL
Avec les arbres de noix de cajou contre les monocultures
Page 6

DANS LES RÉGIONS
Portrait de Poliner Augustin, hôte de campagne
Page 9

Impressum :
Une publication de *Action de Carême*, 2015
Rédactrice en chef : Pascale Schnyder (pst)
Rédaction : Isolda Agazzi (ia), Patricio Frei (frp), Federica Mauri (fem), Johanna Monney (jom)
Mise en page et réalisation : Crafft Kommunikation, Zurich
Travail sur les photos : Schellenberg, Pfäffikon ZH
Impression : Imprimeries Kyburz, Delsdorf
Tirages : 5300 allemand / 9300 français / 4250 italien
Paraît quatre fois par an
Prix : CHF 5.– par donateur/donatrice sont utilisés pour l'abonnement
Contact : *Action de Carême*, 7, av. du Grammont, 1007 Lausanne, actiondecareme@fastenopfer.ch, 021 617 88 81

Photo page de couverture : Getty Images / Photo : Jean-Pierre Grüter

Le climat, l'affaire de tous

Les pays industrialisés sont les premiers responsables des changements climatiques. Et parmi eux : la Suisse. Pourtant, les populations qui en souffrent le plus sont celles des pays en développement. Nous demandons à ce que la Suisse assume ses responsabilités dans ce domaine.

Le Conseil fédéral interpellé : visuel de la pétition de l'Alliance climatique.

Cristiano Patricio, petit cultivateur du Honduras, ne sait plus à quel saint se vouer : « J'ignore quand il pleuvra et quand je devrais semer », déplore-t-il. Cette année, il n'a pas plu une goutte durant les deux mois que dure la saison humide. Il a perdu plus de 60 % de sa récolte de maïs. Et il n'est pas le seul. En Asie, en Amérique latine et en Afrique, des millions de personnes vivent directement de l'agriculture : leur alimentation et leurs revenus dépendent de la nature et de la météo. Les conditions météorologiques capricieuses, conséquences des changements climatiques, sèment la faim et la pauvreté.

Le réchauffement fait des ravages partout : chez nous, les glaciers reculent, les pentes se déstabilisent et il n'y a plus de saisons. Dans les pays en développement, la situation est bien plus grave : ouragans, inondations et autres sécheresses menacent la vie de millions de personnes. Ainsi, le bilan du typhon Haiyan aux Philippines se monte à 10 000 morts et plus de 4 millions de sans-abri.

La Suisse doit agir

Face à l'urgence, la réaction des responsables politiques est tiède. Aussi en Suisse. Le Sommet sur le climat de décembre 2015, à Paris, sera l'occasion de s'accorder enfin sur des engagements contraignants, afin de freiner le réchauffement et de financer des mesures de protection du climat.

Action de Carême et *Pain pour le prochain* demandent que la Suisse s'engage sans réserve en faveur de la justice climatique. Elle doit assumer ses responsabilités aussi bien sur le plan national que sur le plan international. Avec une cinquantaine d'organisations de développement, de protection de l'environnement et de défense des consommateurs, nous adressons une pétition à Doris Leuthard, conseillère fédérale responsable du dossier, pour que la Suisse réduise nettement, soit bien davantage que jusqu'à présent, ses émissions de gaz à effet de serre, notamment en passant entièrement aux énergies renouvelables d'ici 2050.

Sur le plan international, la Suisse doit contribuer de façon équitable au financement de mesures de protection du climat, en aidant les pays du Sud à mieux se prémunir contre les effets du réchauffement climatique et à opter pour un développement respectueux du climat. Mais cet engagement ne doit pas se faire au détriment de la lutte contre la pauvreté ni de l'aide au développement. — *Pascale Schnyder*

Lire et agir

Signez la pétition, faites-la signer à vos amis et connaissances, puis envoyer-nos vos formulaires. Chaque signature compte !
www.voir-et-agir.ch/petition-climat

Photo : www.alliance-climatique.ch

« Pétition climatique: j'apprécie ce genre de soutien, même si … »

Doris Leuthard, membre du Conseil fédéral en charge de la politique climatique de la Suisse, ancienne présidente du Forum de fondation d'*Action de Carême*.

La conseillère fédérale Doris Leuthard s'exprime sur la pétition climatique, les conséquence des changements climatiques dans les pays en développement et sur les changements dans notre vie d'ici 2050.

Qu'est-ce qui vous inquiète dans ce climat qui se dérègle ?
La hausse des températures n'est pas sans effet sur les précipitations, trop abondantes ou trop faibles. Chez nous, si les chutes de neige se font rares en hiver, l'agriculture n'a pas assez d'eau de fonte en été. Des mesures d'ordre technique, comme les bassins de rétention, peuvent toutefois atténuer la gravité du problème. Dans d'autres régions du monde en revanche, où l'eau est déjà un bien rare de nos jours, le réchauffement pourrait occasionner bientôt des famines, des guerres et des déplacements de population.

Dans quel domaine la Suisse peut-elle encore s'améliorer ?
La Suisse n'occasionne certes que 0,1 % des émissions de gaz à effet de serre du monde mais, du fait qu'elle importe beaucoup, nous devons ajouter à ce chiffre les émissions produites à l'étranger. Le taux de croissance de 36 % enregistré depuis 1990 n'a pas empêché la Suisse de réduire ses émissions de 8 % en tout dans la première période d'engagement de Kyoto. D'ici 2020, nous entendons les abaisser encore de 20 %. Nous pouvons faire meilleure figure dans les transports, où les progrès techniques permettent de réduire davantage l'utilisation d'énergies fossiles : en 20 ans, les émissions moyennes des voitures sont passées de 233 à 184 grammes de CO_2. Le chauffage au mazout représente un autre grand chantier, raison pour laquelle nous avons lancé le programme Bâtiments, qui encourage l'assainissement énergétique.

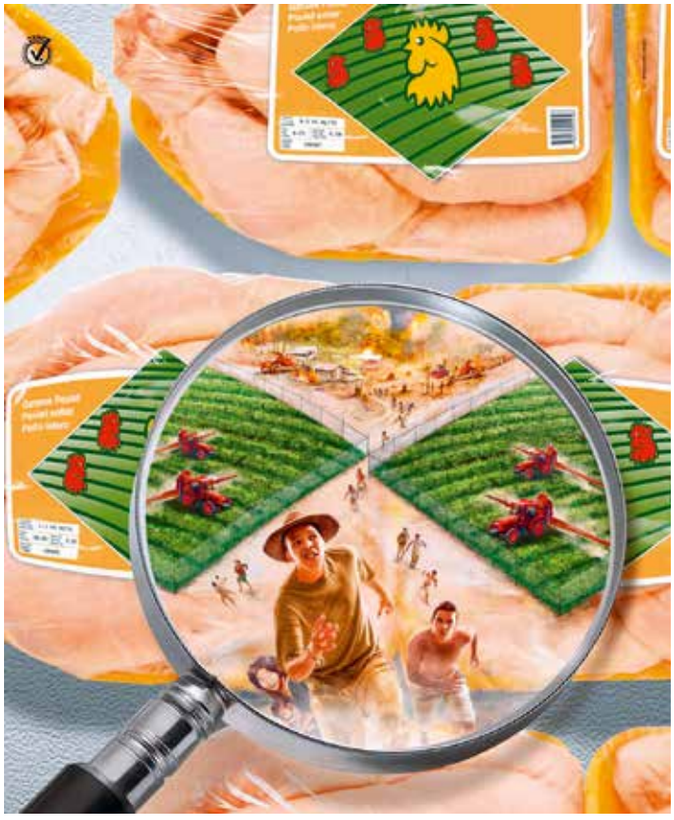
Notre pétition demande de passer entièrement aux énergies renouvelables d'ici 2050. Qu'est-ce qui changera dans notre vie d'ici là ?
Nous ne pouvons que nous livrer à des conjectures. L'importance des énergies fossiles déclinera au fur et à mesure où augmentera celle des renouvelables. Nous pouvons réussir ce tournant sans sacrifier ni notre confort, ni notre prospérité, mais tous les ménages doivent être disposés à y aller de leurs poches et à réduire leur empreinte énergétique. Pour y parvenir, nous devrons associer un changement de mentalité aux progrès techniques. Il est ainsi déjà possible de construire une maison sans CO_2 ou une maison à énergie positive.

Les habitants des pays en développement sont les premières victimes du réchauffement. Que peut faire la Suisse pour eux ?
Nous œuvrons déjà beaucoup en leur faveur. Par exemple, nous leur fournissons du savoir-faire pour qu'ils puissent tirer leur énergie de sources propres et gérer rationnellement leurs ressources naturelles. Nous nous engageons aussi sur le plan financier. Le Conseil fédéral vient ainsi d'approuver l'octroi de 100 millions de dollars au Fonds vert pour le climat, qui finance les projets de protection du climat des pays en développement.

Quel est votre engagement personnel ?
Je veille à acheter des produits de saison et de proximité, n'utilise que des appareils affichant l'efficience énergétique la plus élevée, me chauffe avec une pompe à chaleur, dispose de ma propre installation solaire et voyage autant que possible en transports publics ou dans ma voiture électrique.

Quelle position adoptez-vous face à la pétition de l'Alliance climatique ?
J'apprécie ce genre de soutien, même si les formes choisies ne me plaisent pas toujours. Les ONG et les gouvernements ont chacun leur rôle. Au gouvernement, je dois défendre l'intérêt général du pays. Nous devons avoir les moyens de réussir le tournant énergétique. Par ailleurs, ceux qui exigent des objectifs climatiques ambitieux militent souvent contre des installations d'énergie renouvelable. Ce tournant est une démarche de longue haleine.
— *Patricio Frei*

Photo : Anita Vozza



La consommation de poulet sous la loupe : affiche de la campagne

VOIR ET AGIR

Une histoire de poulets et de climat

L'image que j'ai en tête remonte à plusieurs années déjà, mais je ne l'oublierai jamais. C'est l'image d'une fête d'adieux, après six ans de vie et de travail au Cameroun. Ce sera l'événement de l'année. On attend 200 ou 300 invités, du jamais vu. Au Cameroun, il n'y a pas de fête sans repas et encore moins de repas de fête sans viande. L'équipe de cuisiniers rapporte du marché du poulet à profusion. Surgelé et bon marché. La fête d'adieux fait un tabac, le poulet disparaît, les invités sont satisfaits. Qui connaît le secret d'un poulet aussi avantageux ?

Quelques années plus tard : mon fils, à la recherche d'un emploi, est engagé dans un élevage de poulets. Il faut vider les halles, 9000 poulets doivent être liquidés en une nuit. Ils seront remplacés pendant dix semaines par d'autres, qui seront ensuite sacrifiés à leur tour. Mais d'où viennent-ils ? Où vont-ils ? Qui connaît ce secret ?

La campagne œcuménique 2015 veut en avoir le cœur net. Elle passe ainsi à la loupe la production de volaille et notre consommation de viande pour révéler ce qui nous est souvent caché. Ou ce que nous préférons ne pas voir. La monoculture du soja et d'autres types de fourrage en Amérique latine, pour alimenter nos animaux. Les familles paysannes chassées de chez elles. Le déboisement de la forêt tropicale et le réchauffement du climat qui s'en suit. Les ouragans, les sécheresses et les inondations – conséquences du dérèglement climatique – qui bouleversent depuis longtemps la vie des familles paysannes du Sud. Tout n'est pas sombre pour autant : la campagne œcuménique relate aussi des histoires porteuses d'espérance. Celles de personnes qui luttent pour changer le monde. Celles d'initiatives qui atténuent les conséquences du réchauffement. Celles d'organisations qui œuvrent pour un développement durable et équitable.

Actions dans toute la Suisse

Ces histoires captiveront de nombreuses paroisses durant la montée vers Pâques, du 18 février au 5 avril. Il s'agira de réfléchir à notre consommation et à ses répercussions. De s'arrêter sur les tenants et les aboutissants de la situation actuelle. Des films et des pièces de théâtre illustreront la problématique. Les soupes de carême organisées dans toutes les régions seront l'occasion de faire l'expérience de la frugalité dans la consommation et de la solidarité dans le don. Les membres de nombreux groupes de jeûne connaîtront les bienfaits du renoncement. La vente des roses et du thé permettra de recueillir de l'argent pour les projets de développement. Des milliers de personnes signeront une pétition pour demander au gouvernement suisse de pratiquer une politique climatique équitable. Voilà plus de quarante ans que la campagne œcuménique invite à réfléchir et à agir. A ce titre, elle est elle-même porteuse d'espérance. — *Siegfried Arends*

Vous aussi, vous avez plusieurs possibilités de participer à la campagne !

PÉTITION CLIMAT

Signez la pétition pour une politique climatique responsable (*cf. p. 3*). Des récoltes de signatures seront organisées dans toute la Suisse durant le temps de la campagne. Et demandez à vos amis, proches et connaissances de la signer également.

JOURNÉE DES ROSES

La Journée d'action « 160 000 roses pour le droit à l'alimentation » aura lieu le 14 mars prochain dans toute la Suisse. L'intégralité des recettes iront à des projets d'*Action de Carême* et *Pain pour le prochain* qui visent à soutenir des petits paysans au Sud qui luttent contre les changements climatiques.

PAIN DU PARTAGE

Achetez le « Pain du partage » : les boulangers s'associent à la campagne en vendant un pain spécial. 50 centimes par « Pain du partage » vendu reviennent à des projets d'*Action de Carême* et *Pain pour le prochain*. Votre boulanger ne participe pas à l'action ? Parlez-lui en et invitez-le à y participer !

TISANE DU PARTAGE

La « Tisane du partage », à découvrir ! Une tisane bio à base de monarde rose aux saveurs de solidarité. A acheter lors des événements organisés durant la campagne ou dans les Magasins du Monde. Une action qui permet également de soutenir les projets des deux organisations.

De nombreux événements sont organisés dans toutes les régions. Pour en savoir plus : *www.voir-et-agir.ch/agenda.*

Photo : Spinas Civil Voices

« Nous économisons de l'argent et notre alimentation est plus variée » : Francisco Brita da Rocha récoltant du manioc.

Noix de cajou contre monocultures

Au Brésil, environnement, climat et population subissent les conséquences catastrophiques des monocultures. Avec Action de Carême, la Commission Pastorale de la Terre aide les sans-terre à défendre leurs moyens de subsistance.

Francisco Brita da Rocha a accompli le rêve de sa vie : avec ses camarades de la colonie *Nova Conquista* dans l'Etat fédéral de Piauí, ce sexagénaire applique sur les terres conquises des techniques biologiques : compost, rotation des cultures, reboisement et gestion durable de l'eau.

« Le bio est plein d'avantages pour nous, explique Francisco. Nous économisons de l'argent, protégeons notre environnement et préservons notre santé. Et puis, notre alimentation est plus variée. » En moyenne, le rendement augmente de 25 %.

Une lutte inégale

Dans l'État de Piauí, les plantations succèdent aux plantations. Surtout du soja pour le fourrage, mais aussi des eucalyptus pour les agrocarburants. Ces monocultures ont des conséquences néfastes pour ce qui concerne l'approvisionnement en eau, la biodiversité et le climat. L'accès à la terre est réservé à une élite. Ceux qui ne peuvent pas s'alimenter ont le choix entre l'exode et le travail agricole dans des conditions proches de l'esclavage.

La Commission pastorale de la terre (CPT) accompagne les sans-terre dans leur lutte. Ses équipes locales informent les paysans de leurs droits. Elles construisent des colonies, encouragent la production agricole à petite échelle et aident les paysans à avoir accès aux infrastructures, à l'eau et à l'électricité. La CPT propose aussi des méthodes permettant d'économiser la ressource rare qu'est l'eau.

Manioc, maïs et noix de cajou

Grâce à la CPT, les membres de l'*Assentamento Che Guevara* ont obtenu une parcelle il y a plus de dix ans. Aujourd'hui, 50 familles habitent le village, les enfants vont à l'école à pied et les jeunes se forment à l'horticulture et au petit élevage. On fait pousser dans les champs du manioc et du maïs. Des anacardiers, sur lesquels poussent les noix de cajou, habillent le paysage. Leurs noix sont transformées dans la coopérative du village. C'est avec fierté que Lucimar Dios Oliveira, animatrice de la CPT, montre les phases de torréfaction et de conditionnement des noix : « La fabrique est le poumon économique du village. Elle procure un revenu à 50 employés et à leurs familles. »

Un succès que l'on doit aux dons versés à *Action de Carême* et à tous ceux et toutes celles qui soutiennent son travail. Ce projet incarne à la perfection la gestion durable des ressources que prône la campagne œcuménique.

— *Philipp Rohrer*

Lire et agir

Notre action

Avec le soutien d'*Action de Carême*, la CPT aide les sans-terre à obtenir une parcelle de terre, à la cultiver de façon biologique et à faire valoir leurs droits.

Votre soutien

Soutenez les paysans sans-terre au Brésil. Faites un don!
CCP 10-15955-7, mention Brésil

Photo : Philipp Rohrer, *Action de Carême*

Luis Flavio Cappio, évêque au Brésil, s'engage depuis 20 ans contre un projet de détournement du fleuve Rio São Francisco, qui mettrait en danger l'accès de la population à l'eau potable.

Les paysans nourrissent le monde – pas les multinationales

Dieu nous a confié la Terre afin que nous puissions mener une existence digne et heureuse dans notre foyer commun.

Mais au lieu d'en prendre soin et de la préserver, nous la pillons sans vergogne depuis plusieurs générations. Nous en avons systématiquement détruit la richesse. Une richesse à la base de notre vie et de notre survie. Notre environnement, qui donnait autrefois à tous les êtres humains la vie en abondance, est aujourd'hui menacé de mort et de destruction. Nous faisons face à une grave crise de l'eau. Sur tous les continents, ce liquide vital se raréfie toujours plus. L'eau potable est devenue si précieuse qu'elle pourrait à terme provoquer des conflits majeurs et des guerres. Et cette crise joue aussi un rôle dans la crise alimentaire qui sévit toujours aujourd'hui.

La situation actuelle nous contraint à réfléchir à nos actes et à prendre parti.

Si nous voulons que nos enfants et nos petits-enfants puissent, eux aussi, vivre dignement dans notre foyer commun, nous devons changer de paradigme. Nous devons réfléchir à la manière dont nous produisons et consommons.

De nos jours, c'est encore la petite paysannerie qui approvisionne la plupart des tables : à l'aide de moyens rudimentaires et à grand renfort de travail manuel, l'agriculture à petite échelle produit la majeure partie de la nourriture que nous retrouvons dans notre assiette et garantit notre sécurité alimentaire. A l'opposé se trouve l'agrobusiness, grande dévoreuse de terres. Celle-ci est axée sur la maximisation du profit, au détriment de la production d'aliments sains. Le Brésil en est un bon exemple. Nous avons beau être connus pour être l'un des principaux producteurs de soja au monde et pour obtenir de l'exportation de produits agricoles une grande partie de nos devises, plus de 70 % des aliments que nous consommons proviennent de la petite paysannerie. Celle-ci est pourtant privée de toute aide financière de l'Etat, contrairement à l'agrobusiness. Et ce sont aussi ces petites exploitations agricoles familiales qui créent 75 % des emplois à la campagne.

Si nous voulons construire un foyer sain pour tous et pour toutes, nous devons renforcer ces exploitations. Nous devons promouvoir le modèle de production proposé par l'agriculture biologique, au Brésil et dans le monde entier. Nous devons nous affranchir de notre dépendance envers l'agrobusiness et ses investisseurs. Ceux-ci appliquent un système qui dévore de grandes surfaces, crée peu d'emplois et abuse de pesticides et d'engrais chimiques : des substances toxiques dangereuses pour notre environnement et pour notre santé. Ils prônent par ailleurs le recours au génie génétique, dont nous ignorons les conséquences.

« L'état de la terre nous oblige à réfléchir à nos actes. »

Luis Flavio Cappio

Toute personne sensible aux questions d'éthique et de justice, pour qui la protection de l'environnement est essentielle et qui aspire à un système de production viable pour la majorité de la population vivant sur notre terre, adhérera nécessairement à un modèle agricole fondé sur la petite paysannerie. C'est ce modèle qu'il faut soutenir et développer.

EN CHIFFRES

80 %

...de la surface agricole du Brésil sont utilisés pour des produits d'exportation comme le soja, le maïs, la canne à sucre et la viande de bœuf

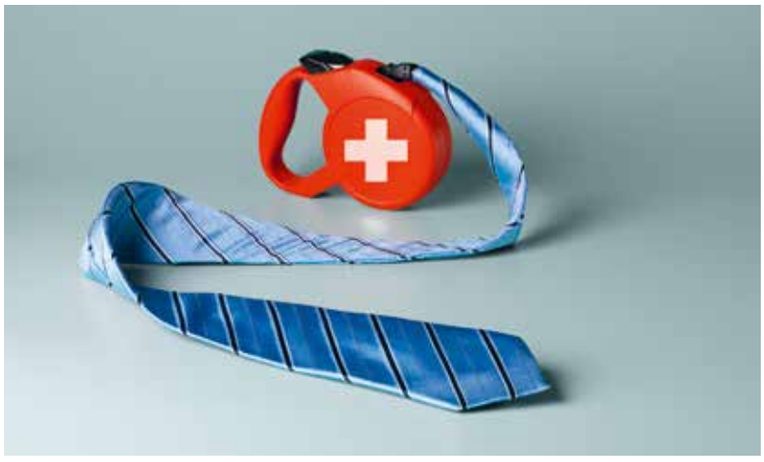
1/4

des plantes modifiées génétiquement dans le monde pousse au Brésil

70 %

des denrées alimentaires pour la population brésilienne sont produites par des petits producteurs

Photo : Libre de droit



« Multinationales en laisse » : les entreprises doivent respecter l'environnement et les droits humains, tel que le demande la pétition « Droits sans frontières ».

DROIT SANS FRONTIÈRES

Un mélange judicieux entre volontariat et contraintes

La pétition, déposée en 2012 notamment par *Action de Carême*, et *Pain pour le prochain*, continue à montrer ses effets. Les sept Sages ont recommandé, en novembre, l'acceptation d'un postulat du Conseil des Etats qui demande l'élaboration d'un rapport sur les mécanismes de réparation ouverts aux personnes dont les droits ont été bafoués par des entreprises. Ce rapport est important pour déterminer les mécanismes judiciaires existant dans le monde et ceux convenant à la Suisse. Le Conseil national abordera aussi les rapports entre économie et droits humains : il examinera, au printemps, une motion qui demande d'imposer aux entreprises un devoir de diligence en la matière.

« Ce sont des pas dans la bonne direction – mais de petits pas», déplore Daniel Hostettler, responsable du dossier à *Action de Carême*. Le Conseil fédéral est resté frileux dans sa gestion du dossier, préférant les dispositifs volontaires à un mélange judicieux entre mécanismes volontaires et contraignants. Cette limitation des mesures au volontariat est en contradiction avec les lignes directrices de Ruggie du Conseil de l'ONU pour les droits de l'homme. Ce choix s'avère par ailleurs inefficace, comme le montre une étude menée par plus de 40 universités européennes. Les entreprises analysées n'ont pas atteint les objectifs qu'elles s'étaient fixés en matière de responsabilité sociale. Face à ces hésitations, une vaste coalition a dès lors décidé de préparer une initiative populaire. Cette initiative, à laquelle prendront part *Action de Carême* et *Pain pour le prochain*, sera lancée en avril.

— *Patricio Frei*

HIGH TECH – NO RIGHTS

Pas de sang dans nos achats publics !

Pour faire suite à leur campagne « Du sang se cache dans nos portables », *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* continuent le travail pour améliorer les conditions de production de nos appareils électroniques, en se concentrant sur les acheteurs publics. L'administration est le plus gros acheteur du pays : chaque année, elle dépense près de 3.5 milliards de francs pour l'achat et la maintenance de matériel électronique. *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* souhaitent convaincre les autorités publiques d'adhérer à *Electronics Watch*, une nouvelle initiative multi-acteurs dont *Pain pour le prochain* fait partie. Dans le cadre d'*Electronics Watch*, les acheteurs publics exigent des marques qu'elles dévoilent le nom de leurs fournisseurs en Chine, en Thaïlande ou encore au Mexique. ONG et syndicats font des enquêtes pour connaître les conditions de travail dans les usines et contribuent à mettre en place des mécanismes de plainte indépendants. En novembre 2014, deux rencontres ont eu lieu, à Lausanne et à Berne, avec des représentants de l'administration fédérale, de cantons et de communes. Les CFF y ont également participé. Plusieurs acteurs se sont montrés très intéressés à poursuivre les discussions en vue d'une possible adhésion à *Electronics Watch*. — *Chantal Peyer*

PAIN POUR LE PROCHAIN

Un nouveau directeur dès septembre

Bernard DuPasquier sera dès le 1er septembre le nouveau directeur de *Pain pour le prochain*. Il reprendra les responsabilités de Beat Dietschy, qui partira à la retraite. Théologien et père de trois filles, Bernard DuPasquier travaille depuis 2012 à *Pain pour le prochain* comme responsable du Département des systèmes de coopération.

FESTIVAL DE FILMS

Le FIFF à l'enseigne de la liberté – 21 au 28 mars

Depuis 1998, nous finançons le prix du Jury œcuménique pour attirer l'attention sur les dimensions spirituelles des films. Le mot-clé de l'édition 2015 sera la liberté. Une valeur partagée par toutes les cultures et qui est aussi celle de l'Evangile. *www.fiff.ch*

STAND PÉTITION CLIMATIQUE

Une action devant l'église Saint-Laurent à Lausanne – 21 mars

Vous aussi, agissez pour le climat et récoltez des signatures en tenant un stand dans votre ville! Commandez des feuilles de signatures à notre secrétariat (021 614 77 16) et contactez l'administration de votre commune.

Photo : Droit sans frontières

INVITÉ DU SUD

« Je veux être au service de ma communauté »

Du 20 février au 3 mars, Poliner Augustin est en Suisse romande pour témoigner de son travail en Haïti. Au sein du SKDK, partenaire d'*Action de Carême*, il lutte aux côtés de la communauté contre les changements climatiques. Portrait.

La force de la communauté : Poliner Augustin aux côtés des paysans de Carice.

« J'ai commencé par être membre d'une organisation paysanne afin de combattre les injustices dont les paysans étaient victimes. » Chez ce sociologue et anthropologue de 36 ans, l'engagement n'est pas un vain mot. Originaire de Carice, au Nord-Est d'Haïti, Poliner Augustin y a vécu la plus grande partie de sa vie. Il est l'aîné d'une famille de huit enfants : six garçons et deux filles. « Mes bons résultats à l'école m'ont permis de poursuivre mes études grâce au soutien de l'Eglise catholique ». Il est reconnaissant:
« Je conçois mon travail comme un engagement. Je veux être au service de ma communauté, pour rendre un peu de ce qu'elle m'a donné ».

En 2001, il fonde avec d'autres habitants de Carice le SKDK, le Centre pour la culture et le développement, dont il est devenu le coordinateur en 2010. Le Centre dispose de sa propre station de radio, d'une bibliothèque et gère aussi un centre local de formation professionnelle. « Nous sommes sollicités pour régler tout type de problèmes, y compris ceux de la paroisse », raconte Poliner. « Toutes les actions du Centre s'inscrivent dans une perspective de construction d'une communauté où le droit à la justice, à la sécurité sociale, alimentaire et environnemental constitue le point culminant du développement » explique Poliner. But premier du SKDK : aider les agriculteurs à améliorer le rendement de leur récolte et leur alimentation grâce à des techniques agricoles adaptées. Le réchauffement climatique rend toutefois cet objectif de plus en plus difficile à atteindre : « L'agriculture, l'élevage, le commerce constituent, dans la majorité des cas, les principales activités des Haïtiens, explique Poliner. Dès lors, tous les changements qui s'opèrent au niveau climatique affectent directement les activités et la vie de la population. La commune de Carice n'est pas épargnée. » Précipitations insuffisantes, sécheresses de plus en plus fréquentes et ouragans toujours plus puissants expliquent effectivement les maigres récoltes. Et rend la vie de la communauté toujours plus difficile.
Le SKDK sensibilise la population aux questions climatiques grâce à des ateliers et à des émissions de radio. Et de manière plus créative, par le biais d'une pièce de théâtre. Il agit aussi au niveau de la législation : il est parvenu à convaincre les autorités locales d'adopter plusieurs ordonnances relatives à la protection de l'environnement. Grâce au travail de Poliner, la production de charbon de bois y est désormais interdite. Et le cas a fait école: les municipalités voisines ont décidé de reprendre cette même législation.
— *Johanna Monney*

Lire et agir

Du 20 février au 3 mars, Poliner Augustin traverse la Suisse romande pour témoigner de la situation en Haïti et de son travail. Des rencontres et des conférences sont organisées dans les régions. Venez le rencontrer!
Dates et informations complémentaires:
www.voir-et-agir.ch/agenda

ACTION PARTAGE

Magnifique soutien de l'Eglise catholique vaudoise

En cette année de jubilé de la Fédération ecclésiastique catholique romaine du canton de Vaud (FEDEC-VD), l'Eglise catholique a mené durant toute l'année une Action Partage. « Une manière de marquer la solidarité des catholiques et de ne pas fêter ce 50e anniversaire uniquement entre nous » explique Michel Racloz, adjoint au Vicaire épiscopal. Grâce à la mobilisation de l'Eglise cantonale ainsi que des paroisses au niveau local et à la générosité des fidèles, ce sont près de 12 000 francs qui ont été récoltés pour un projet en Afrique du Sud mis en place par *Action de Carême* et son partenaire local Umthati.

ACTION MENUS CLIMATIQUES

Un menu bon pour le climat – 18 février au 5 avril

Cuisinez pour vos amis un menu au bilan climatique le plus faible possible, composé uniquement de prosduits de saison, régionaux et bio! *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* vous proposent un menu clé en main concocté par l'un des chefs étoilés de Suisse romande, Carlo Crisci.
www.voir-et-agir.ch/menus.

Photo : Patricio Frei, *Action de Carême*

Le sujet en 5 questions :

Que savez-vous de notre consommation de viande et son impact sur l'environnement ? Testez vos connaissances !

1.

Le rôti du dimanche s'est mué en un plat quotidien. Par rapport à 1954, notre consommation de viande

A. a diminué de moitié
B. n'a pratiquement pas varié
C. a presque doublé

2.

Quelle superficie de forêt tropicale est sacrifiée aux monocultures chaque année au Brésil?

A. Deux fois la superficie de la prairie du Grütli
B. ¾ de la superficie de la Suisse
C. 1,5 fois la superficie de la Suisse

3.

La production d'un kilogramme de steak dégage autant de gaz à effet de serre qu'un trajet en voiture entre Bâle et

A. Tombouctou
B. Genève
C. Paris

4.

Un hectare consacré à l'élevage nourrit deux personnes. Si on y plantait des pommes de terre, on pourrait nourrir

A. une petite famille
B. une équipe de football, y compris l'entraîneur et ses assistants
C. deux classes d'école

5.

Il n'est pas nécessaire de se passer entièrement de viande, mais il faut

A. en consommer moins et s'assurer qu'elle provient d'élevages respectueux des animaux
B. consommer uniquement du poulet
C. découper la viande en petits morceaux, afin de devoir mâcher plus longtemps.

Pour vérifier vos réponses, visionnez le petit film « La réponse est dans ton assiette » sur : *www.voir-et-agir.ch/filmviande*.

PERSONNES EN ACTION

«Développer localement le monde de l'après-pétrole»

Conjuguer son engagement à Genève avec un engagement international, voici le crédo de Jean Rossiaud. Et ce à trois niveaux : intellectuel, puisqu'il a été enseignant et chercheur pendant 17 ans à l'Université de Genève ; associatif, dans différentes organisations de défense de l'environnement et des droits humain ; et politique, par son engagement dans le parti des Verts.

Jean Rossiaud conçoit la planète comme le lieu de vie de l'humanité : un habitat que l'on ne peut maîtriser, mais, dont on doit prendre soin. « Si l'humanité veut se développer de manière harmonieuse, il lui faut préserver son milieu, son environnement. » C'est parce qu'il se bat pour une plus grande solidarité à l'échelle locale et mondiale que *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* lui ont demandé d'intervenir dans la campagne œcuménique. Bien qu'il n'ait pas de lien spécifique avec les Eglises, il se reconnaît dans le travail des deux œuvres. « Dans ce que nous défendons, nous sommes parfois très proches », précise-t-il. Comme les changements climatiques menacent les gens indépendamment de leurs convictions, nous sommes appelés à agir ensemble. « Nous savons que les changements climatiques font peser sur l'humanité un risque énorme. Et cette conscience nous donne la responsabilité de nous en ouvrir aux autres », affirme le militant, curieux d'apprendre du milieu des Eglises, qu'il connaît peu.

Un engagement proche de celui des Eglises : Jean-Rossiaud.

Le spécialiste des changements climatiques a des alternatives concrètes à proposer. « Si on réfléchit à une manière de consommer et de produire plus éthique, si on défend une responsabilité sociale et environnementale de la solidarité et de la durabilité, on répond en grande partie aux questions que pose le réchauffement climatique. On développe déjà localement le monde de l'après-pétrole, de l'après-nucléaire ou de l'après-spéculation financière – sans pour autant rentrer dans une confrontation totale avec le système ». C'est pourquoi Jean Rossiaud s'engage au sein d'Alternatiba, ce grand village transfrontalier des alternatives locales, qui se déroulera à Genève du 18 au 20 septembre 2015. Mais si le mode de vie peut changer les choses, il faut aussi agir sur les structures, les lois et les institutions. « D'où mon engagement en politique auprès des Verts », rappelle celui qui milite tant sur le plan local (vice-président des Verts de la Ville de Genève) que sur le plan global (membre de l'exécutif des Global Greens, la coordination mondiale des partis verts). Jean Rossiaud est aussi coordinateur du Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale. — *Cécile Pache*

Photos: edeos - digital education (gauche) / Aida Agic Noël (droite)